

COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCEY VOID
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 13 MARS 2025

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

ID : 055-200066157-20250313-12_2025-DE

Objet : Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes données 2024 et Bilan 2024 du Plan d'actions 2024-2026 relatif à l'égalité professionnelle dans la fonction publique

L'an deux mille vingt-cinq, le treize mars, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercey Void Vaucouleurs, convoqués le sept mars deux mille vingt-cinq, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à VAUCOULEURS

Etaient présents : **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, CAHU Gérard, GENARD Angélique, KIEFER Sandrine, LAURENT Claude, MARCHAND Martine, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, GIRON Marcel, **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérouville** : PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, GEOFFROY Alain, GUERILLOT Virginie ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie, ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Commercy** : CARE Florent, DELAMARCHE Carole, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, KIEFER Sandrine, LEMOINE Olivier, REYRE Benoît, SACCHIERO Laëtitia ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Euville** : HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Lérouville** : HUMBERT Jean-Claude ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie, MARTIN Franck ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine ; HOCQUART Clothilde ; **Vignot** : MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David, LECLERC Madeleine ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

CAUMIREY Dominique de ANTOINE Fabienne, LECLERC Francis de LIGIER Jean Pierre, LAURENT Claude de LEMOINE Olivier, BARREY Patrick de CARE Florent, GEOFFROY Alain de DI RISIO Ghislaine, MOUSTY Michel de SOLTANI Denis, FERIOLI Alain de HERY Joël ; VIZOT Alain de HUMBERT Jean Claude, ETIENNE Gilles de DUVAL Didier, CAHU Gérard de REYRE Benoît, DINE Régis de HOCQUART Clothilde

Secrétaire de séance : DINE Régis

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 42

Nombre de pouvoirs : 11

Nombre de suffrages exprimés : 53

VOTES : Pour : 53 - Contre : 0 - Abstention : 0

Objet : Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et Bilan 2024 du Plan d'actions 2024-2026 relatif à l'égalité professionnelle dans la fonction publique

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 055-200066157-20250313-12_2025-DE

13/03/2025 Délibération n° 12-2025

Un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation doit être présenté par l'exécutif préalablement aux débats sur le projet de budget.

L'article D. 2311-16 précise le contenu de ce dernier document : politiques menées par la collectivité ou groupement et bilan des actions menées.

Le rapport doit être présenté devant l'organe délibérant préalablement au débat sur le projet de budget, sans nécessité de débat ni de vote.

Une délibération permet toutefois d'attester de la bonne présentation de celui-ci. Cette dernière sera transmise avec le ROB au représentant de l'État.

Toutefois, comme la délibération portant sur le débat d'orientation budgétaire, la délibération relative à la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ne comporte aucun caractère décisoire et constitue une mesure préparatoire à l'adoption du budget primitif.

Comme le prévoit la loi, le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 est venu préciser le contenu du rapport. Le rapport concerne le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Celui-ci comporte deux volets :

- un volet interne relatif à la politique de ressources humaines de la collectivité employeuse en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur en présentant sa politique ressources humaines en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Sont notamment reprises les données du rapport de situation comparée. Il comporte un bilan des actions menées et des ressources mobilisées et décrit les orientations pluriannuelles. Ce bilan et ces orientations concernent notamment :

- les rémunérations et les parcours professionnels,
- la promotion de la parité dans le cadre des actions de formation,
- la mixité dans les filières et les cadres d'emploi,
- l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle,
- la prévention de toutes les violences faites aux agents sur leur lieu de travail,
- la lutte contre toute forme de harcèlement.

- un volet territorial qui concerne les politiques d'égalité menées sur son territoire

Il présente les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Des orientations pluriannuelles et des programmes de nature à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes sont ainsi fixés. Il comporte un bilan des actions conduites à cette fin et recense les ressources mobilisées à cet effet. Seules les dispositions prévues par le décret s'imposent aux collectivités concernées.

Ce rapport doit être appréhendé comme une occasion de porter l'égalité femmes hommes devant l'assemblée délibérante de l'EPCI et de contribuer ainsi à un travail plus global de sensibilisation des élus, des agents, et plus largement de la population.

La collectivité est soumise à l'obligation d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'action pluriannuel en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, prévue aux articles L132-1 à L132-4 du code général de la fonction publique (CGFP), les modalités étant définies par le décret n° 2020-528 du 4 mai 2020.

Ce plan d'action est élaboré sur la base des données issues de l'état de la situation comparée des femmes et des hommes du rapport social unique établi chaque année.

Le plan d'action comporte au moins des mesures visant à :

- Evaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
- Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique. Lorsque, la part des femmes ou des hommes dans le grade d'avancement est

inférieure à cette même part dans le vivier des agents promouvables, le plan d'action précise les actions mises en œuvre pour garantir l'égal accès des femmes et des hommes à notamment les actions en matière de promotion et d'avancement de grade

- Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
- Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

Le plan est transmis au représentant de l'État.

Le plan d'actions 2024 2026, approuvé par délibération, comporte 3 axes :

Axe 1 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois de la fonction publique

Action 1 : Encourager la mixité professionnelle dans le processus de recrutement

Action 2 : Organiser un avancement équilibré

Axe 2 : Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale

Action 1 : Accompagner et informer les agents sur les règles et les possibilités en matière de congés familiaux et de temps partiel

Action 2 : Favoriser la flexibilité de l'organisation du temps de travail

Action 3 : Poursuivre le développement du télétravail en communiquant sur les dispositifs existants

Axe 3 : Lutter contre les stéréotypes et les discriminations

Le CST est informé chaque année de l'état d'avancement des actions inscrites au plan

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité

Vu le rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;

Vu le bilan annuel 2024 du Plan d'action relatif à l'égalité professionnelle dans la fonction publique de la CC CVV 2024-2026 ;

Vu la présentation au Comité Social Territorial en date du 03 Mars 2025 ;

- **PREND** acte de la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes préalablement au débat sur le projet de budget 2025

- **PREND** acte de la présentation du bilan annuel 2024 du Plan d'action relatif à l'égalité professionnelle dans la fonction publique de la CC CVV 2024-2026 ;

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

Francis LECLERC



Date de convocation : 07/03/2025

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.